

## La voix de l'Opposition de gauche

Economie. Il n'y aura pas de miracle pour sauver le capitalisme. Décryptage.

24.12.12

Interrogé par Le Monde, Xavier Timbeau, directeur à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) - 21.12

### **Que prévoyez-vous pour la France en 2013 ?**

Xavier Timbeau : Nous prévoyons une croissance nulle en 2013 et un déficit public de 3,4 % du PIB. En effet, contrairement à ce que l'on aurait pu penser et à ce que disaient les gouvernements européens et la Commission, le retour de la confiance dans la zone euro n'a pas ramené la croissance. L'excès d'austérité a un effet récessif direct, presque mécanique, qui sape la confiance. L'an prochain, l'effort de redressement des finances publiques va représenter 1 point de PIB en Belgique, 1,2 aux Pays-Bas, 1,8 en France, 2,1 points en Italie, 2,4 en Espagne et 4 en Grèce. Dans de telles conditions, le pari du gouvernement français d'une croissance de 0,8 % est intenable. Il a d'ailleurs commencé à l'admettre.

Sur un horizon un peu plus long que 2013, le scénario d'une légère récession ou d'une stagnation est le meilleur que nous puissions attendre. Le pire serait que l'absence de croissance fasse renaître des inquiétudes majeures dans la zone euro.

(Voilà un discours qui tombe à plat, car quel est le rapport entre "*le retour de la confiance dans la zone euro*" et ce qu'il appelle "*la croissance*" ? Il n'y en a aucun en réalité !

Soit les entreprises françaises ou installées sur le territoire français sont plus compétitives sur le marché national ou international que les entreprises d'autres pays pour emporter des parts de marché ou remplir leurs carnets de commandes et dans ce cas-là la "*croissance*" économique sera au rendez-vous, soit elles ne le sont pas et la situation demeurera telle qu'elle est.

A moins que dans d'autres pays sous l'effet de la lutte de classe et de politiques moins favorables aux capitalistes la compétitivité de leurs entreprises régresse ce qui laisserait une opportunité aux entreprises françaises de s'imposer.

Il faut ajouter que sous l'effet des politiques d'austérité mise en place par les différents gouvernements dans de nombreux pays, la population connaîtra une baisse du pouvoir d'achat qui contribuera à freiner la consommation, donc mécaniquement la demande diminuant, la production devrait ralentir également. - ndlr)

### **Comment peut-on recréer de la croissance ?**

Le Fonds monétaire international, de nombreux économistes américains, britanniques et européens sont convaincus des méfaits de l'excès d'austérité. Cela ne veut pas dire que le redressement des finances publiques n'est pas nécessaire, mais qu'il faut le faire avec un minimum d'austérité de façon à permettre une sortie de crise.

(Il ne peut pas avouer qu'il est impossible à des gouvernements subordonnés à l'oligarchie financière dont le FMI exprime les besoins, de procéder au "*redressement des finances publiques*" sans recourir à l'austérité, les deux étant d'ailleurs directement dans un rapport de cause à effet. Et puisque le gouvernement français ne s'attaquera pas aux nantis dès lors qu'il en est le représentant, c'est bien au pouvoir d'achat, au niveau de vie des travailleurs qu'il devra s'attaquer pour qu'une masse de capitaux toujours plus importante passe de l'économie productive à l'économie financière, autrement dit qu'elle atterrisse dans les poches des banquiers, dans ces conditions on ne voit pas comment ce mécanisme qui tient du pillage des richesses produites pourrait favoriser la croissance.

Il faut ajouter que la croissance n'étant pas au rendez-vous, le chômage de masse continuant de croître, les salaires, la consommation et les recettes de l'Etat n'augmentant pas, stagnant ou diminuant en euro constant, la dette de l'Etat va encore augmenter, donc toute "*sortie de crise*" est inconcevable puisqu'en réalité ils ne font que l'alimenter pour faire durer le plaisir, ils s'en servent comme levier et chantage auprès des travailleurs pour baisser le coût du travail, accroître l'exploitation et liquider des pans entiers de la législation du travail encore trop favorables aux travailleurs, l'objectif en cours de "*négociation*" entre le patronat et les dirigeants syndicaux vendus.

Toute "*sortie de crise*" comme ils disent, ne peut se concevoir selon eux et sans qu'ils l'avouent ouvertement évidemment, qu'une fois les travailleurs ayant accepté les mêmes remèdes de cheval que ceux supportés par les travailleurs grecs, leurs salaires et retraites amputés 20 à 25%, leurs avantages sociaux liquidés, la privatisation de tout ce qui peut l'être encore, la Sécu et les organismes de retraite, ce qui est en train de se produire en ce moment en Espagne. -ndlr)

### **La Commission européenne peut-elle l'accepter ?**

La Commission exprime un doute qu'il nous faut bien entendre : elle ne croit pas à la capacité des pays de la zone euro à prendre un engagement à moyen terme en matière de finances publiques, en l'absence d'un gouvernement unique ou fédéral. Elle pense que le pilotage par les règles ne fonctionne pas. L'une des questions posées aux Européens est de savoir comment ils peuvent se redonner des gages de bonne conduite budgétaire qui leur permettraient de prendre davantage de temps, dix ou vingt ans, pour résoudre leurs problèmes structurels.

(Leur objectif affiché à terme est bien de liquider la totalité des services publics à l'exception du minimum requis pour satisfaire à un niveau misérable les besoins des couches les plus défavorisées ou pauvres de la société, comme aux Etats-Unis qui leur servent de modèle. Bien entendu il y a loin de la coupe aux lèvres, et ils doivent affronter la résistance des travailleurs des services publics concernés.

Vous aurez remarqué que leur détermination est totale pour atteindre leurs objectifs et qu'ils sont prêts à y passer plusieurs décennies s'il le faut.

Du coup, au regard des obstacles rencontrés, pour accélérer le mouvement la Commission européenne serait tentée de passer en force en avançant à marche forcée vers l'établissement d'un gouvernement fédéral qui signerait l'arrêt de mort de la souveraineté des Etats ou ce qu'il en reste, sauf que c'est à l'heure actuelle et demain davantage encore inenvisageable sans déboucher sur de graves crises politiques dans plusieurs pays de l'UE qui sont déjà au bord de l'explosion sociale et déstabilisés sur le plan politique, que ce soit en Grèce, en Espagne, en Italie, en France ou au Portugal, ce dont ils ont évidemment parfaitement conscience.

Le capitalisme a mangé son pain blanc jusqu'à la dernière miette en se goinfrant jusqu'à la gueule, en recourant à des artifices comptables ou financiers frauduleux et spéculatifs il a déjà dévoré celui

qui n'a pas encore été produit, pire, il en est à bouffer les semailles qui l'empêcheront de replanter et de produire quoi que ce soit, il a dépassé le stade de la mort clinique et ne survit plus qu'artificiellement par la guerre et la dictature. Pendant combien de temps encore ? Nul ne le sait... -ndlr)

**N'est-ce pas illusoire de penser que les pays européens peuvent accepter une telle perspective ?**

On peut faire observer que les règles ont certes été transgressées mais qu'elles ont marqué de leur empreinte les politiques économiques. La situation budgétaire de la zone euro (- 3 % de PIB de déficit public en moyenne) est bien meilleure que celle des Etats-Unis (- 8 % de PIB). Elle est dans les clous du Pacte de stabilité.

(L'adage faites ce que je dis mais pas ce que je fais imposé par le cartel des banquiers de la Fed relayé par le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE notamment, a fonctionné à merveille : tous les gouvernements catalogués de droite ou de gauche l'ont appliqué à la lettre, et s'ils ont été amenés à le transgresser, c'est parce que manifestement ils ne pouvaient pas faire autrement sur le plan politique. -ndlr)

Les Allemands veulent renforcer les règles et les inscrire dans les lois fondamentales ou organiques. L'autre façon de faire est de franchir un pas de plus dans l'abandon de souveraineté en acceptant qu'un pays dont les finances publiques dérapent puisse être placé sous le contrôle de ses pairs. En échange de cette perte de souveraineté, qui est un gage donné aux autres pays, les Etats européens bénéficient d'un nouveau droit et d'un nouvel instrument : la mutualisation des dettes publiques par la Banque centrale européenne (BCE).

(Qu'on se le dise, quoi qu'il puisse se produire, pour ce porte-parole de l'oligarchie financière il n'existe pas d'autre voie que la soumission des masses exploitées au talon de fer, à la dictature implacable des banquiers, ce sera ainsi et pas autrement, cette fuite en avant est porteuse de tous les dangers pour l'humanité entière. Et l'on sait de quoi ils sont capables.

Cela aurait l'avantage de favoriser la xénophobie chère aux partis nationalistes ou d'extrême droite qui trouveraient là un bouc émissaire tout trouvé à la misère sociale des masses, qui se présenteraient comme les champions de la défense de la souveraineté des Etats et des opprimés, ainsi les conditions politiques seraient réunies pour établir une dictature dans un ou plusieurs pays de l'UE prélude à un déferlement de haine entre les peuples et à une confrontation générale, une manière comme une autre de trouver une "*sortie de crise*". Ce n'est qu'une hypothèse, mais souvenons-nous qu'au XXe siècle elle a été validée à deux reprises. -ndlr)

Fait-on profiter l'Espagne de ce nouveau droit tout en exigeant d'elle une hyperaustérité, comme celle qu'imposait le FMI dans les années 1990, ou négocie-t-on avec elle un plan d'ajustement sur vingt ans qui lui laisse le temps de faire des réformes ? Telle est la question qui se pose aux pays de la zone euro. A vouloir obtenir des résultats tout de suite, on va droit dans le mur.

(Dans leur langage, cela signifie qu'en tout état de cause ils doivent contrôler la situation et décider du moment et des conditions qui doivent leur permettre d'arriver à leurs fins, et que détenant le pouvoir, il est normal que le choix des armes pour affronter leur ennemi leur revienne. -ndlr)

**Que permettrait l'étalement dans le temps de la consolidation budgétaire ?**

Le simple fait de réduire le déficit public de seulement 0,5 point en 2013 permettrait de faire redémarrer la croissance dans la zone euro, d'y faire baisser le chômage et d'y impulser une dynamique complètement différente. Ce plan-là n'a rien de révolutionnaire : c'est l'effort que les traités européens demandent déjà aux pays en situation de déficit excessif.

(Il termine comme il a commencé par une contre-vérité, car ce qu'il appelle croissance en régime capitaliste ce n'est ni l'augmentation de la production des richesses, ni la capacité du marché à absorber les marchandises produites, c'est à l'issue du procès de production (qui engobe la circulation) la faculté pour les capitalistes d'établir un ratio entre le capital total mis en oeuvre et la plus-value dégagée qui permette au taux de profit de demeurer stable ou d'augmenter.

Or il a tendance à diminuer du fait que le capital constant (les matières premières, l'outillage et le capital fixe, installations, bâtiments, etc) mis oeuvre augmente tandis que le capital variable (force de travail) diminue, pour le maintenir au même niveau ou l'augmenter, il leur faut soit augmenter la productivité, soit accélérer la dépréciation du capital constant ou le détruire.

En quoi la stagnation, la diminution ou l'augmentation du nombre de fonctionnaires créerait-il des richesses supplémentaires ? En rien puisqu'ils n'en produisent pas à proprement parler.

En quoi le versement par l'Etat de 40 milliards d'euros supplémentaires aux entreprises au lieu de 20 se traduirait-il par de la croissance économique ? En rien, car il faut la calculer en prenant en compte non pas un ou quelques secteurs déterminés mais l'ensemble de l'économie. Mieux encore, la croissance économique ne dépend pas de la zone euro puisque dorénavant toutes les économies sont soumises aux lois du marché mondial.

Et les pays de l'UE en se calant sur les économies les plus compétitives au monde, là où le niveau de vie ou les salaires sont les plus bas, concourent d'un côté à réduire la part du capital variable mis en oeuvre dans la production donc à tirer vers le bas le taux de profit, de l'autre à le tirer vers le haut en augmentant la productivité, ces deux tendances tendant à se neutraliser, tandis que la plus-value et la masse des profits tend au contraire à augmenter, d'où l'accumulation de capital qui peut faire illusion.

On aurait peut-être pu dire plus simplement en vulgarisant, que plus les moyens de production mis en oeuvre sont importants (qualitativement), plus la productivité augmentera, plus la part de la force de travail entrant dans la production d'une marchandise sera faible, plus le taux de profit à en attendre diminuera, alors que les prix auront tendance à baisser et le taux d'exploitation à augmenter.

Pour tenter de contrarier ou ralentir (temporairement) ce processus et augmenter le taux de profit, les capitalistes doivent augmenter la productivité, le taux d'exploitation des travailleurs, allonger la journée et la durée du travail, et déprécier ou détruire des masses toujours plus importantes de capital constant, produire des biens de consommation à durée de vie restreinte, fermer des usines construites depuis peu, mettre à la casse des machines qui pourraient encore servir de longues années, etc. ou recourir à un moyen plus radical : la guerre. -ndlr)